

Le chômage européen est aussi bien attribué à la rigidité des marchés de la main-d'oeuvre qu'à l'insuffisance de la demande, mais on s'entend peu sur la partie de ce chômage qui serait résorbée en assouplissant la politique macro-économique sans raviver l'inflation. Mais il y a de plus en plus de risques que, avec la persistance du chômage, la demande ne reste insuffisante même si l'on assouplit la politique: cette résistance s'expliquerait autant par un processus d'investissement depuis longtemps inadéquat que par une érosion des compétences des travailleurs et des habitudes de travail.

Ces déséquilibres ont une nature distincte, quoique nettement interactive. De plus, pris ensemble, ils posent un danger manifeste: en effet, ils constituent un terrain éminemment propice aux pressions protectionnistes. Tous les pays ont la tentation de résister aux conséquences des déséquilibres en adoptant des mesures protectionnistes.

Le "néo-protectionnisme" est en recrudescence depuis au moins quinze ans, mais sa progression semble s'être accélérée depuis la récession du début des années 80. Le recours de plus en plus fréquent aux barrières non tarifaires est particulièrement remarquable. Selon l'OCDE, à la fin de 1983, les groupes de produits frappés de barrières non tarifaires comptaient pour 30 % de la consommation totale d'articles manufacturés dans les pays de l'OCDE, comparativement à 20 % en 1980. Un aspect particulièrement pernicieux de ces mesures à la frontière est que le pays importateur tout comme le pays exportateur réclament leur maintien ou même leur prorogation. Rien dans l'histoire ou la théorie du commerce réglementé ne suggère qu'elles comportent un mécanisme auto-correcteur.

Le néo-protectionnisme prend aussi une autre forme perfide, plus difficile à quantifier: une prolifération de politiques nationales (subventions, règlements, dépenses fiscales et transferts) qui ont pour effet, sinon toujours pour objectif, de régir les échanges de marchandises, mais qui sont considérées comme d'ordre interne et largement soustraites aux règles et pratiques du GATT.

La source de ce néo-protectionnisme dans le monde industrialisé a été le refus ou l'incapacité de s'ajuster aux actuels changements structurels et aux chocs des années 70 -- aggravés par la turbulence des taux de change et par la vive récession des années 80. Le GATT - le pied non fini du trépied multilatéral de l'après-guerre -- n'a pas été conçu pour s'occuper de la zone grise qui sépare la politique industrielle nationale et la politique commerciale, pas plus qu'il n'a été conçu pour affronter le détournement massif des courants commerciaux entraîné par une longue période de désalignement des taux de change.